Chambre des Représentants.

SESSION DE 1849-1850.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 4.

M. CLEP, 1^{er} rapporteur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	4640.	Par pétition du 7 avril 1849, L'administration communale de Nieuport demande que le génie militaire emploie des ouvriers civils pour exécuter les travaux d'entretien des fortifications de cette place. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
2.	4641.	Par pétition datée du 28 mars 1849, Le sieur Van Rossum, meunier, demeurant à Rhodes-St-Genèse, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le dégrèvement d'une imposition personnelle. — Concl. — Ordre du jour.
3.	4644.	Par pétition datée de Dadizeele, le 31 mars 1849, Plusieurs commerçants et habitants de Dadizeele présentent des observations contre le projet de changer la résidence du receveur des contributions, établie dans cette commune.—Concl.—Renvoi à M. le Ministre des Finances.
4.	4645.	Par pétition datée d'Alost, le 12 avril 1849, Le sieur Van Kouteren, ancien sergent pensionné, demande la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

5. 4653. Par pétition sans date,
Plusieurs négociants à Bruxelles demandent qu'il ne soit pas donné suite au projet de changer les attributions du bureau de douanes de Quiévrain. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
- 6 4659. Par pétition datée de Marche, le 4 février 1849,
Les sieurs Lambert proposent des modifications dans le système d'inspection cantonale des écoles primaires et dans la circonscription des ressorts d'inspection. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
7. 4666. Par pétition datée d'Anvers, le 23 avril 1849,
Le sieur Vandergracht, ancien receveur des contributions à Sinay, réclame l'intervention de la Chambre pour qu'on l'admette à dresser son compte de gestion. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
8. 4684. Par pétition datée de Charleroy, le 27 avril 1849,
Le sieur Loriaux, ancien maréchal de logis d'artillerie, demande une pension ou un emploi. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
- M. MOXHON, 2^e rapporteur.**
9. 4920. Par pétition datée de Dinant, le 12 décembre 1849,
Plusieurs maîtres bateliers demandent l'établissement d'un bureau de douane à Hermeton ou bien à l'endroit appelé le Bac du Prince, sur la rive gauche de la Meuse. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
10. 4900. Par pétition datée de Bruxelles, le 4 décembre 1849,
La députation permanente du conseil provincial de Brabant demande une loi qui oblige les secrétaires communaux à participer à la caisse de retraite que les provinces pourraient instituer en leur faveur. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
- M. ALLARD, 3^e rapporteur.**
11. 5132. Par pétition datée du 24 janvier 1850,
5136. Plusieurs administrations communales dans la Flandre
5166. orientale prient la Chambre de modifier les dispositions qui règlent les frais d'entretien des indigents.

Même demande des administrations communales de

- Steenhuysen - Wynhuysen , Essche-St-Liévin , Aertryke , Thourout. Moere , Eerneghem et du conseil communal d'Ichteghem. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
12. 5181. Par pétition sans date,
Plusieurs administrations communales dans la province de Liège prient la Chambre de changer l'organisation des dépôts de mendicité. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
15. 5148. Par pétition datée de Verrebroek , le 6 février 1850 ,
Un grand nombre d'habitants et de cultivateurs des Poldres de Verrebroeck, Meerdonck , Vracene, Kieldrecht, Beveren et Calloo , arrondissement de Saint-Nicolas , se plaignent des inondations qui ravagent ces localités et sollicitent l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement ordonne une inspection des lieux dans la quinzaine. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
14. 5149. Par pétition sans date,
Plusieurs membres du conseil communal de Grammont réclamant contre la nomination d'un membre de la commission de l'hospice civil de cette ville , prient la Chambre de décider si cette nomination est valide. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur, avec demande d'explications.
15. 5154. Par pétition datée de Malines , le 14 février 1850.
Le sieur Loret-Vermeersch prie la Chambre d'ordonner une enquête sur les avantages du métier mécanique, propre à tisser le lin, dont il est l'inventeur, et d'engager le Gouvernement à s'en rendre propriétaire, si elle le reconnaît utile à l'industrie linière. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
16. 5155. Par pétition sans date ,
Un grand nombre d'industriels , littérateurs et artistes demandent une loi pour garantir la propriété intellectuelle. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
17. 5165. Par pétition datée de Kerkhoven , le 10 février 1850,
Plusieurs habitants du hameau de Kerkhoven demandent que le Gouvernement leur fasse construire une chapelle et un presbytère. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

18. 5175. Par pétition datée d'Antoing, le 22 février 1850,
Les bourgmestre et échevins d'Antoing demandent la création, dans cette ville, d'un bureau de perception postale. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
- M. TOUSSAINT, 4^e rapporteur.
19. 5047. Par pétition datée du 17 janvier 1850,
5063. Plusieurs administrations communales dans la Flandre
5100. orientale, prient la Chambre de modifier les dispositions
5077. qui règlent les frais d'entretien des indigents.
Même demande des administrations communales d'Erwetegem, Appelterre-Eychem, Lierde-Saint-Martin, Santbergen, Grootenberge, Roosebeke, Oombergen, Leeuwergem et Schendelbeke. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
20. 5052. Par pétition datée du faubourg de Laeken, le 31 décembre 1849,
Les habitants du faubourg de Laeken demandent que ce faubourg soit séparé de la commune de Molenbeek et érigée en commune spéciale sous la dénomination de Saint-Jean. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
21. 5123. Par pétition datée d'Ostende, le 25 janvier 1850,
Plusieurs négociants, armateurs et industriels d'Ostende demandent une protection plus efficace en faveur des importations et des exportations par navire belge, le rétablissement des lois sur la nationalisation des navires qui étaient en vigueur avant 1845, une augmentation de prime pour le doublage en cuivre, et prient la Chambre de généraliser la doctrine du libre échange si le travail national doit être réservé aux étrangers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.
22. 5113. Par pétition datée de Bruges, le 29 janvier 1850,
Plusieurs négociants, armateurs, constructeurs et industriels de Bruges prient la Chambre de leur accorder une part dans l'importation des 7,594,186 kilogrammes de café, une augmentation de primes pour navires doublés en cuivre, le rétablissement des lois en vigueur avant 1845, sur la nationalisation des navires, et une protection plus efficace à l'importation et à l'exportation en faveur des navires nationaux, ou bien de généraliser la doctrine du

libre échange, en supprimant les droits sur les charbons, les fers, les armes, les articles de laine et autres qui sont à meilleur compte à l'étranger. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.

23. 5025. Par pétition datée de Bruxelles, le 13 décembre 1849.
Plusieurs fabricants et commerçants à Bruxelles demandent qu'il soit pris des mesures sévères pour empêcher les ventes publiques en détail de marchandises neuves et pour que les étrangers qui viennent en Belgique offrir et vendre des marchandises payent le droit de patente. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
24. 5080. Par pétition datée de Liège, le 16 janvier 1850.
Plusieurs propriétaires et chefs d'établissements industriels de la rive gauche de la Meuse, en amont de Liège, demandent que le Gouvernement prenne sans retard les dispositions nécessaires pour que la société concessionnaire du chemin de fer de Namur à Liège fasse construire l'embranchement de la rive gauche de la Meuse, se rendant des Guillemins au pont du Val-Saint-Lambert. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
25. 5025. Par pétition datée de Pervyse, le 15 décembre 1849,
Plusieurs bourgmestres de communes, dans la Flandre occidentale, demandent des modifications à la loi du 5 avril 1848, concernant les dépôts de mendicité et les écoles de réforme. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
26. 5069. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 janvier 1850,
Plusieurs anciens fonctionnaires prient la Chambre d'accorder au Gouvernement le crédit nécessaire pour solder le montant des condamnations judiciaires qu'ils ont obtenues contre l'État, en paiement des gratifications annuelles dites *toelage*, qui leur ont été accordées par arrêté royal de 1827. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
27. 5143. Par pétition datée d'Evergem, le 5 janvier 1850,
5009. Plusieurs habitants d'Evergem demandent que l'enseignement de la langue flamande soit obligatoire dans les établissements d'instruction publique à Bruxelles et dans les provinces flamandes; qu'on y soit tenu de s'en servir pour enseigner les langues allemande et anglaise; que les administrations communales et provinciales et, autant que possible, les tribunaux fassent exclusivement usage de cette

langue ; qu'il y ait une académie flamande annexée à l'académie de Bruxelles ; et que la langue flamande jouisse, à l'université de Gand, des mêmes prérogatives que la langue française.

Même demande de plusieurs membres de sociétés littéraires de Louvain. — Concl. — Renvoi au Département de l'Intérieur et dépôt sur le bureau pendant la discussion de la loi sur l'enseignement moyen.

28. 5009. Par pétition datée de Saint-Nicolas, le 24 décembre 1849,
5024. Les membres d'une société de rhétorique, établie à
3057. Saint-Nicolas, demandent que l'enseignement de la
5097. langue flamande soit obligatoire dans les athénées et
5110. collèges des provinces flamandes, et qu'on soit tenu de faire usage de cette langue pour l'enseignement de l'allemand et de l'anglais.

Même demande de l'administration communale d'Hamont et de plusieurs habitants de Nevele, Roulers, Auweghem, Elseghem et des membres d'une société de rhétorique à Grammont. — Concl. — Renvoi au Département de l'Intérieur et dépôt sur le bureau pendant la discussion de la loi sur l'enseignement moyen.